

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Cité administrative – Bât D  
19 rue de Ciron  
Cedex 09  
81013 ALBI  
uid-81-12.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

Albi, le 11/03/2025

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**TERREAL (usine)**  
RN 112  
81240 Saint-Amans-Soult

Références : 81-CRARC-2025-68  
Code AIOT : 0006802586

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/03/2025 dans l'établissement TERREAL (usine) implanté RN 112 Rieussequeu 81240 Saint-Amans-Soult.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TERREAL (usine)
- RN 112 Rieussequeu 81240 Saint-Amans-Soult
- Code AIOT : 0006802586    Installation : Avec Titre ☒    Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : IED

Le site de Rieussequeu fait l'objet d'une exploitation industrielle la fin du 18ème siècle. Une profonde modernisation s'est opérée en 2008 (mise en place d'automatismes sur certains postes).

Sur une superficie de 17 ha (incluant la carrière de sable), la société TERREAL (issue de la fusion entre trois grands tuiliers-briquettiers) exploite, sur le site de Rieussequeu, une activité de fabrication de produits de façade et décoration en terre cuite : parements (plaquettes et briques), décorations de façade (appuis de baies et moulures), aménagement extérieur (chaperons, briques réfractaires, claustrés) et sols (carreaux et pavés). Le site de Rieussequeu est le seul du groupe à fabriquer ce type de

produits.

Les différents produits, couleurs et finitions induisent un grand nombre de référence à gérer.

Les mélanges argileux sont réalisés sur site (argiles, dégraissants, pigments, additifs). La cuisson des produits sur wagons est assurée in situ par un four en continu d'environ 130 m de long. Deux séchoirs en amont du four permettent de réguler l'humidité des produits avant leur cuisson.

Cette activité de production est encadrée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1<sup>er</sup> décembre 2006 et relève de la directive IED.

Les activités du groupe TERREAL ont été rachetées récemment (29 février 2024) par la société autrichienne WIENERBERGER.

L'effectif se monte à 55 personnes auquel s'ajoute 15 intérimaires.

Depuis 2022, un atelier d'émaillage a été créé, avec mise en exploitation de 2 fours électriques (un troisième devrait être réceptionné courant avril).

## **Thèmes de l'inspection : Air**

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
4	Mesure périodique de la pollution rejetée	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58.III	Demande d'action corrective	12 Mois
5	Représentativité des mesures	Arrêté Préfectoral du 01/12/2006, article 3.7	Demande d'action corrective	12 Mois
7	Quotas CO2 (règlement MRR)	Règlement européen du 19/12/2018, article 32.3.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Caractéristiques des points de rejet	Arrêté Préfectoral du 01/12/2006, article 3.4	
2	Cheminées	Arrêté Préfectoral du 01/12/2006, article 3.4	
3	Valeurs limite d'émission	Arrêté Préfectoral du 01/12/2006, article Annexe 1	
6	Autosurveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58 – IV	
8	Quotas CO2 (règlement FAR)	Règlement européen du 19/12/2018, article Annexe I et article 11	

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sur les 8 points de contrôle examinés lors de cette inspection, 5 faits ont été constatés conformes et 3 non-conformes. Par ailleurs, une prescription obsolète sur la hauteur des cheminées devra être actualisée lors d'un prochain arrêté préfectoral complémentaire (dans lequel le taux de référence d'oxygène pour les mesures dans les rejets atmosphériques devra être acté

à 18%).


Sur les faits non-conformes, il est attendu que l'exploitant :

- respecte la fréquence annuelle de mesure dans les rejets atmosphériques de son four et de ses séchoirs,
- précise les conditions de fonctionnement lors de ces mesures,
- démontre sa conformité sur le respect de la périodicité des échantillons de matière première pour analyse de leur teneur carbone (permettant de déterminer le facteur d'émission de décarbonatation des matières premières, pour calculer les émissions CO2 associées).

A ce stade, il n'est pas proposé de mettre l'exploitant en demeure sur ces points.

## 2-4) Fiches de constats


### N° 1 : Caractéristiques des points de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/12/2006, article 3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Débouché des cheminées de rejets à l'atmosphère
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] La forme des cheminées, notamment dans la partie proche du débouché, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère [...]
<b>Constats :</b> Sur demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant a transmis un plan détaillé de ses installations avec identification des points d'émissions des effluents atmosphériques. 10 points de rejets canalisés sont identifiés : <ul style="list-style-type: none"><li>• 3 cheminées (four / séchoir 1 / séchoir 3)</li><li>• 7 dépoussiéreurs : aspiration broyage, aspiration pendulaire, broyage centralisé Giltor, G1/G2, G3, sableuse production, sableuse logistique</li></ul> A noter que le séchoir à chambre 1 est équipé de 10 conduits. La visite terrain n'amène pas l'inspection des installations classées à formuler de remarque particulière sur ce point.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>


## N° 2 : Cheminées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/12/2006, article 3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Hauteur des cheminées
<b>Prescription contrôlée :</b> Les caractéristiques [...] des cheminées sont déterminées selon les dispositions des articles 52 à 57 de l'arrêté du 2 février 1998. Les caractéristiques des cheminées sont fixées dans le tableau ci-dessous : cheminée ligne fuel : hauteur de 10 m cheminée ligne gaz : hauteur de 10 m [...]
<b>Constats :</b> La consultation du rapport de contrôle, par organisme agréé, en date du 31 juillet 2023, des rejets atmosphériques du site mentionne les hauteurs des cheminées / points de rejet : <b>Fabrication de produits en terre cuite :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• séchoir 1 : 6 m</li><li>• Four : 5 m</li><li>• Séchoir 3 : 8 m</li></ul> <b>Activités de broyage / dépoussiérage</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• hauteur aspiration broyage : 1 m</li><li>• hauteur aspiration pendulaire : 10 m</li><li>• hauteur broyage centralisé Giltor : 5 m</li><li>• dépoussiéreur G3 : 15 m</li><li>• Dépoussiéreur G1/G2 : 8 m</li><li>• Sableuse production : 6 m</li><li>• Sableuse logistique : 3 m</li></ul> <p>La prescription est obsolète (antérieure aux modifications opérées depuis 2008).</p> <p>La hauteur minimale de 10 m n'est pas applicable pour de fait les installations soumises au régime de l'autorisation antérieures à la parution de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.</p> <p>Les activités de broyage relèvent du régime de l'enregistrement, et l'arrêté ministériel de prescriptions générales relatif à ces activités ne fixe pas de hauteur minimale à respecter.</p> <p>A l'occasion d'un prochain arrêté préfectoral, la prescription sera à actualiser en actant la hauteur réelle des cheminées des séchoirs et de celle du four. Il est ainsi attendu que l'exploitant fournisse les caractéristiques de ces cheminées.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> A l'occasion d'un prochain arrêté préfectoral, la prescription sera à actualiser en actant la hauteur réelle des cheminées des séchoirs et de celle du four. Il est ainsi attendu que l'exploitant fournisse les caractéristiques de ces cheminées.
<b>Respect de la prescription :</b> Prescription inadaptée
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

### N° 3 : Valeurs limite d'émission


<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/12/2006, article Annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Respect des valeurs limite d'émission
<b>Prescription contrôlée :</b> La prescription fixe les valeurs limite (concentration et flux), associées à chaque polluant susceptible d'être émis, via la cheminée du four ou celles des séchoirs.
<b>Constats :</b> La consultation sur pièce a visé les deux derniers rapports, par organisme agréé, de contrôle des rejets atmosphériques : contrôles en date des 31 juillet 2023 et 12 octobre 2023, et du 3 au 12 juillet 2024 Cette consultation montre le respect des valeurs limites d'émission pour chacun des mesurages effectués. L'inspection des installations classées émet toutefois les observations suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• absence de mesure sur les séchoirs et le four en 2024 (Cf point de contrôle suivant)</li><li>• absence de correction des mesures au taux d'oxygène de référence</li></ul> Sur ce dernier point, il est à signaler que l'arrêté préfectoral ne précise aucun taux d'oxygène de référence. Cependant, le BREF Céramique (document de référence sur les meilleures techniques disponibles du secteur industriel) précise bien que dans les conditions standards de réalisation de mesure dans les rejets atmosphériques, le taux d'oxygène de référence est de 18 % (p 48 du BREF CER). Ce BREF est opposable à l'exploitant, ses installations de fabrication de produit céramiques relevant de la directive IED. Un prochain arrêté préfectoral doit permettre de (re)préciser ce point. Sur les résultats des mesures évoqués ci-dessus, l'inspection des installations classées les a transposés aux taux d'oxygène de 18 %. Les résultats obtenus ne remettent pas en cause la conformité constatée.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

#### N° 4 : Mesure périodique de la pollution rejetée


<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58.III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Mesure périodique par organisme agréé
<b>Prescription contrôlée :</b> Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
<b>Constats :</b> <b>Agrément</b> Suite à la consultation sur pièce des deux derniers rapports de contrôle des rejets atmosphériques cités supra (2023 et 2024) : l'organisme intervenant est bien agréé pour le prélèvement et l'analyse des polluants recherchés. L'inspection s'est aussi attaché à vérifier le respect des nombres et des durées des mesurages réalisés. <b>Périodicité</b> Comme évoqué au point de contrôle précédent, il n'y a pas eu de mesure en 2024 sur four et les séchoirs. L'arrêté préfectoral impose une mesure sur ces équipements chaque 2 ans. L'arrêté ministériel du 2 février 1998 impose quant à lui une périodicité annuelle. C'est donc cette périodicité annuelle qui s'applique. Un prochain arrêté préfectoral doit permettre de (re)préciser ce point. En salle, l'exploitant a pris note de ces éléments et réalisera chaque année une mesure dans les rejets atmosphériques des séchoirs et du four.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 12 Mois




## N° 5 : Représentativité des mesures

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/12/2006, article 3.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Représentativité des mesures
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les contrôles périodiques prévus par le présent arrêté doivent être réalisés durant les périodes de fonctionnement normal des installations contrôlées [...]
<b>Constats :</b> Les rapports de mesure dans les rejets atmosphériques ne font pas état des conditions de fonctionnement pendant les mesures. Il est rappelé ici que l'arrêté ministériel du 11 mars 2010, portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyse à l'émission des substances dans l'atmosphère, précise, au point 2.C de son annexe IV, que le rapport doit notamment comprendre les conditions de fonctionnement de l'installation pendant les essais nécessaires à une interprétation des résultats (nature des produits d'entrée et produits finis, et/ou nature du combustible dans le cas des installations de combustion, conditions de fonctionnement : charge nominale, maximale, particulière ; quelles machines sont reliées aux conduits et si elles sont en fonctionnement). Ainsi, pour faire valoir les conclusions des mesures dans les rejets atmosphériques, l'exploitant doit renseigner les conditions de fonctionnement durant les mesures. A date, il n'est pas proposé de remettre en question les conclusions des rapports des mesures antérieures. A défaut de renseigner les conditions de fonctionnement dans les rapports ultérieurs, une mise en demeure pourra être proposée.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 12 Mois


## N° 6 : Autosurveillance des rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58 – IV
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Analyse des dépassements et actions correctives
<b>Prescription contrôlée :</b> Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvres ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]
<b>Constats :</b> La prescription sert ici de rappel à l'exploitant. En l'absence de dépassement de valeurs limites d'émission, les analyses et actions éventuelles réglementaires ne sont pas requises.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

## N° 7 : Quotas CO2 (règlement MRR)

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 19/12/2018, article 32.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Facteur d'émission
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour la détermination d'un paramètre donné, l'exploitant utilise les résultats de toutes les analyses effectuées qui se rapportent à ce paramètre. Les résultats des analyses ne sont utilisés que pour la période [...] pour lesquels les échantillons ont été prélevés et dont ils sont censés être représentatifs.
<b>Constats :</b> Sur ce point de contrôle, l'inspection des installations classées s'est attachée à vérifier la méthode avec laquelle l'exploitant détermine la valeur du facteur d'émission lié à la décarbonatation des matières argileuses. La vérification de l'ensemble des données 2022 et 2023 amène l'inspection des installations classées à formuler les constats suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• le délai observé entre la prise d'échantillon et l'envoi au laboratoire pour analyse peut être particulièrement long (5 mois pour l'échantillon T1 de 2022, 1 mois pour l'échantillon T4 de 2022, 1 jour pour l'échantillon T2 de 2023)</li><li>• les échantillons T2, T3 et T4 de 2023 sont tous datés du même jour (30 novembre)</li></ul> Aussi, des données fournies par l'exploitant sur la période 2022 à 2023, il ressort que la périodicité d'analyse des échantillons, déclarée comme trimestrielle dans le plan de surveillance des émissions du site, n'est pas respectée. L'exploitant a évoqué la possibilité d'une erreur de datation au niveau du laboratoire d'analyse. Il est attendu la production de justification à ce sujet. S'agissant du délai entre la prise d'échantillon et son envoi au laboratoire, il est attendu la mise à jour d'une procédure pour acter le délai maximal (et raisonnable) fixé. Quant au facteur d'émission, par sondage, l'inspection des installations classées a pu vérifier la méthode de calcul retenue par l'exploitant pour le déterminer (application du facteur d'émission, obtenu par analyse d'échantillons, aux quantités vendues de matières premières pouvant libérer du CO2 par décarbonatation). Les facteurs d'émission et de conversion des additifs (BaCO3, gCO3 et CaCO3) ont aussi été vérifiés. Ils sont conformes aux valeurs du règlement européen MRR (facteur d'émission) et aux valeurs fournies dans la fiche technique fournisseur (facteur de conversion).
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 Mois

## N° 8 : Quotas CO2 (règlement FAR)

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 19/12/2018, article Annexe I et article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Référentiels de produits
<b>Prescription contrôlée :</b> Le règlement FAR impose (annexe I) de déterminer la donnée d'activité pour le référentiel de produit Briques de pavage et de parement en calculant les tonnes de production commercialisables nettes. L'article 11 précise que l'exploitant établit, consigne, met en œuvre et tient à jour des procédures écrites concernant les activités de gestion de flux de données et les activités de contrôle [...]
<b>Constats :</b> Sur ce point de contrôle, l'inspection des installations classées s'est attachée à vérifier la méthode avec laquelle l'exploitant détermine les tonnes de production commercialisables nettes. L'inspection des installations classées a aussi vérifié, par sondage, les certificats d'étalonnage des balances servant à déterminer le poids moyen cru des produits, poids servant à vérifier la conformité du produit aux hautes exigences qualité fixées (marge d'incertitude faible). Les rapports de contrôles des balances sur 2024 ont été consultés (tous les résultats sont conformes). Les produits cuits finis ne sont pas pesés. Les procédures qualité ont été consultées. Le calcul des tonnes de production commercialisable nettes repose ainsi sur ces procédures et sur les résultats des produits aux exigences qualités (conformité des contrôles libératoires internes).
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>